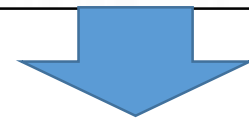


LES ÉCHELLES DE GOUVERNEMENT DANS LE MONDE DE LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE À NOS JOURS

État-nation: autorité politique souveraine qui incarne, sur un territoire défini, un groupe humain caractérisé par la conscience de son unité et la volonté de vivre ensemble.

Souveraineté: pouvoir suprême et exclusif détenu et exercé par l'État sur son territoire, et indépendance de l'État vis-à-vis des puissances étrangères.

Nationalisme: exaltation de sa nation par rapport aux autres et mouvement politique qui cherche à développer la puissance nationale.



Rendu responsable de la Seconde Guerre Mondiale

➔ Recherche d'autres échelles de gouvernement pour assurer une paix durable et un ordre économique stable.

L'une des évolutions majeures intervenues au XX^e siècle est la remise en cause du modèle de l'**État-nation** comme seul détenteur de la **souveraineté** et du pouvoir et, à ce titre, comme unique acteur des relations internationales. L'affirmation, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de deux nouvelles échelles de gouvernement, l'échelle régionale et l'échelle globale, transforme de façon décisive le mode de gestion des affaires publiques dans le monde.

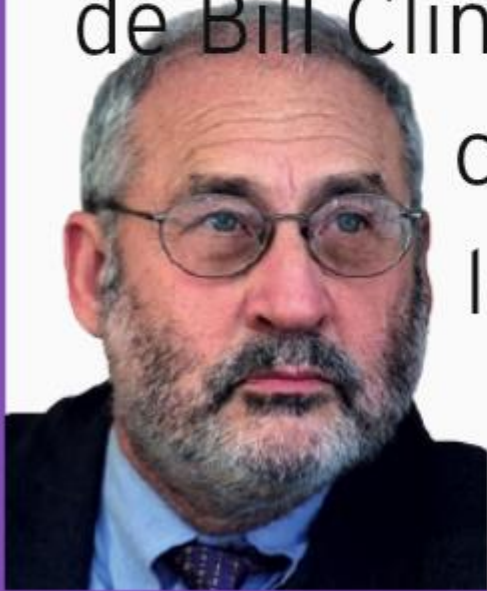
Introduction du thème p. 312 :

« LES ECHELLES DE GOUVERNEMENT DANS LE MONDE DE LA FIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE A NOS JOURS »

CHAPITRE 12	Gouverner la France depuis 1946	316
CHAPITRE 13	Le projet d'une Europe politique depuis le congrès de La Haye (1948)	344
CHAPITRE 14	La gouvernance économique mondiale depuis 1944	370

Joseph Stiglitz (né en 1943)

Professeur d'économie, théoricien des inégalités, du chômage et des crises financières, conseiller de Bill Clinton, il devient économiste en



chef de la Banque mondiale, puis obtient le prix Nobel d'économie en 2001.

J. Stiglitz en 2003.

« La gouvernance mondiale est-elle au service de l'intérêt général ou global ? »,

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie

Définition p.378

Gouvernance mondiale : concept récent, qui se distingue de celui de gouvernement et désigne un système de régulation internationale dépassant l'action des seuls États, par le biais des entreprises et de la société civile, pour peser collectivement sur l'avenir du monde.

Voir aussi l'histoire du terme
« gouvernance » p. 315

Qu'est-ce que la gouvernance ?

Platon (V^e-IV^e siècle av. J.-C.), le premier, a utilisé de façon métaphorique le verbe grec *kubernân* (« manœuvrer un navire ») pour désigner le fait de gouverner les hommes. Depuis le Moyen Âge, le mot « **gouvernement** » désigne ainsi **le fait de gouverner**, c'est-à-dire d'exercer le pouvoir politique, en même temps que l'organe qui est chargé d'administrer l'État. Par ailleurs, depuis la fin du XVIII^e siècle en France, l'**administration** désigne l'ensemble des services et des agents chargés d'assurer l'application des lois et le fonctionnement des services publics. Longtemps tombé en désuétude, le terme « **gouvernance** », qui **désigne depuis le Moyen Âge « l'art de gouverner les hommes »**, se généralise dans les années 1990 chez les économistes et les politologues anglo-saxons pour qualifier le fait de gouverner et le distinguer de l'organe de gouvernement, tout en promouvant un nouveau mode de gestion des affaires publiques (« **la bonne gouvernance** »). À l'échelle internationale, la **gouvernance mondiale** désigne un système de prises de décisions qui valorise les acteurs non étatiques (entreprises, société civile).

Questions directrices du chapitre

- Quelles évolutions a connu l'idée de gouvernance économique mondiale depuis 1944 ?
- Quelles sont les logiques de fonctionnement de la gouvernance économique mondiale ?
- Quelle est l'efficacité de son action ?

Problématique :

En quoi le principe de gouvernance a-t-il proposé une alternative au rôle économique des Etats-nations, permettant d'agir à l'échelle mondiale ?

P.314 : Lors de la conférence de la paix de 1919, les Etats avaient mis à l'honneur le principe des **Etats-nations**, mais n'avaient pris aucune mesure pour relancer les économies européennes
→ En 1944, la conférence de Bretton Woods doit tirer les leçons des erreurs du passé.

Comment s'affirme le modèle des États souverains ?



Le traité de Versailles et la consécration de l'État-nation

W. Orpen, *Signature du traité de Versailles dans la galerie des Glaces*, 1919. Londres, Imperial War Museum. Au centre, on distingue le président américain W. Wilson, le président du Conseil français G. Clemenceau, et le Premier ministre britannique D. Lloyd George

Le 28 juin 1919, après plusieurs mois de préparation, le traité de paix signé à Versailles réorganise l'Europe en redessinant les frontières et en créant de nouveaux États. Le principe des nationalités (le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »), notamment défendu par Wilson, joue un grand rôle dans les négociations.

Forme d'organisation apparue au Moyen Âge, l'**État**, dans son sens moderne, désigne à la fois la personne morale à l'autorité de laquelle est soumis un groupe humain sur un territoire donné, et l'appareil administratif chargé d'élaborer et d'appliquer les lois. La notion de **souveraineté** naît au même moment pour légitimer l'indépendance des États naissants (la France, la Grande-Bretagne), vis-à-vis de l'empereur romain germanique et du pape. En 1648, les traités de Westphalie établissent l'idée que l'État ne reconnaît aucune autorité supérieure à la sienne sur son territoire. La souveraineté des États constitue dès lors le fondement du système politique international, qui exclut toute notion d'**ingérence**, c'est-à-dire l'intervention dans les affaires d'un État tiers. La Révolution française consacre ensuite le modèle de l'**État-nation**, et durant le XIX^e siècle des nations, comme l'Allemagne ou l'Italie, se dotent d'un État unifié. Enfin, au lendemain de la Première Guerre mondiale, les traités de paix aboutissent à la disparition des grands Empires (austro-hongrois, ottoman, russe) au profit de nouveaux États-nations.

La conférence de Bretton Woods

Dossier pp.374-375 :

En juillet 1944, plusieurs centaines de délégués originaires de 44 pays signataires de la *Déclaration des Nations unies* se réunissent à Bretton Woods, aux États-Unis, pour corriger les désordres monétaires liés à la dépression des années 1930 et à la Seconde Guerre mondiale. L'accord auquel ils parviennent instaure un nouveau système monétaire international qui structure et stabilise durablement l'évolution économique et financière mondiale.

Entre 1944 et 1948, 3 grandes institutions sont prévues, à chacune étant affectée une des trois grandes fonctions économiques de l'Etat :

*2 de ces 3 institutions naissent après la conférence de **Bretton Woods**, en **1945** :*

1. Finance : FMI (p.374) : doit réguler l'activité, permettre la stabilité financière : *dossier pp.380*

2. Développement : BIRD ou Banque mondiale (p.374) : doit redistribuer les richesses vers les plus pauvres, permettre la prospérité économique

*La 3^e naît en **1948**, après l'échec de l'OIC*

3. Commerce : OIC (Organisation Internationale du Commerce) : doit assurer la réglementation des marchés

→ le Sénat américain refuse de ratifier la Charte de la Havane de 1948

→ 1948 : accord tarifaire du **GATT (p.376)**, qui fonctionne comme un forum de discussion, le remplace

*(en 1995, le GATT sera remplacé par l'**OMC**)*

En octobre 1945 à San Francisco, la création de l'**ONU** permet de créer un organisme de gouvernance diplomatique et militaire chargé du maintien de la paix à l'échelle mondiale. Certaines de ses institutions spécialisées ont en charge le progrès économique et social, comme le **PNUD**.



Docs 2 et 3

p.374



3 Le rôle des Américains vu par un Français

Robert Mossé (1906-1973), juriste et économiste qui fait partie, aux côtés de Pierre Mendès France, de la délégation française à la conférence de Bretton Woods, témoigne du climat de la conférence.

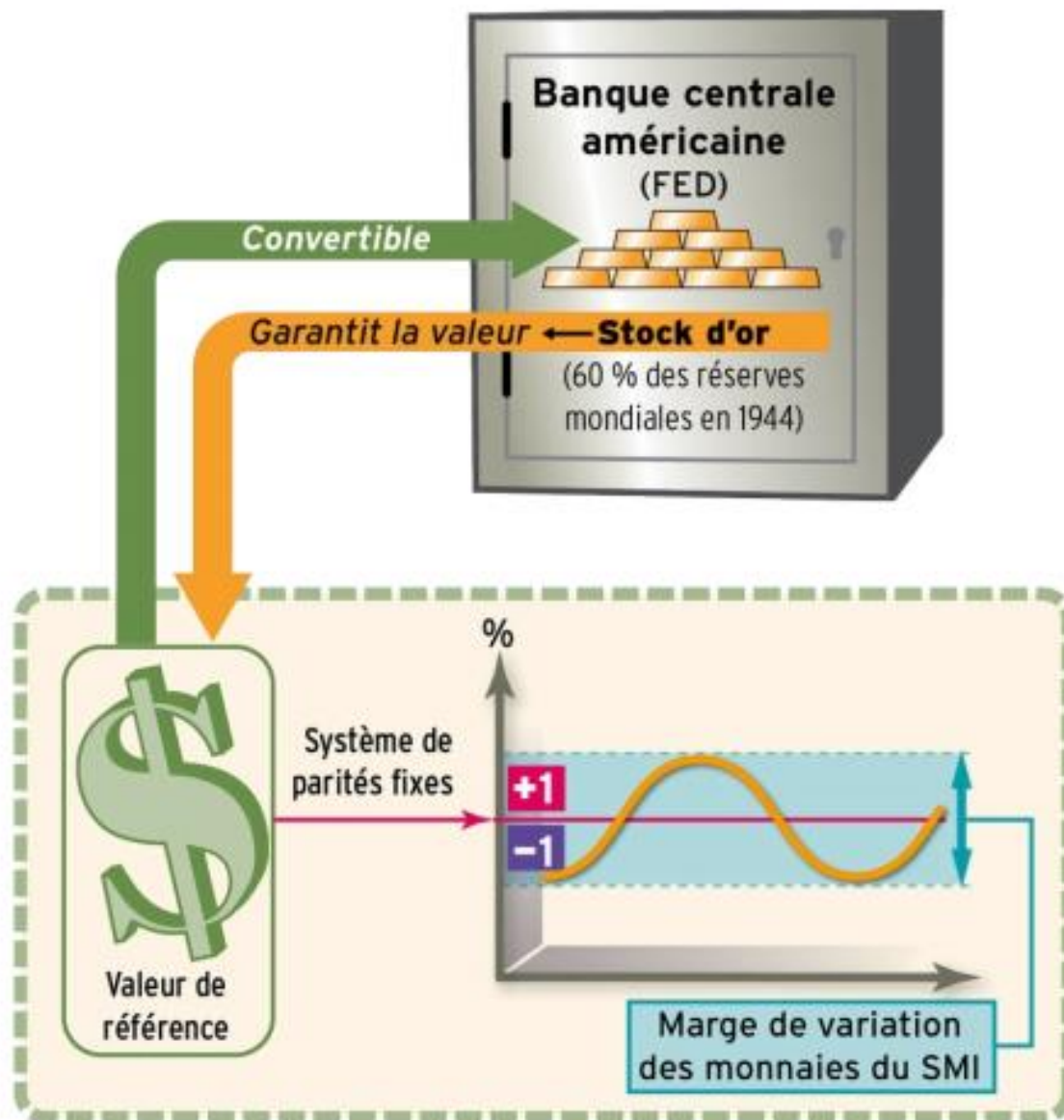
« Avec cet extraordinaire optimisme bâtisseur qui les caractérise, les Américains s'étaient préoccupés avant même d'entrer en guerre, d'élaborer des plans monétaires et internationaux pour l'après-guerre. [...] Malgré la réunion de plusieurs centaines d'experts et de journalistes, la conférence de Bretton Woods ne fut guère propice à un travail d'élaboration scientifique [...]. Presque synchronisée avec les opérations de débarquement, la conférence avait un rôle à jouer dans la guerre psychologique ; elle devait démontrer que les nations démocratiques sont capables de s'entendre pour établir la prospérité économique [...]. Alors que la bataille de la Libération venait à peine de s'engager, la plupart des gouvernements avaient des soucis plus urgents que la constitution d'un ordre monétaire futur. [...] La vigueur avec laquelle la délégation américaine défendait son texte, y compris les virgules, eut d'ailleurs rendu difficile une discussion véritable. »

Robert Mossé, *Le Système monétaire de Bretton Woods et les grands problèmes de l'après-guerre*,
Recueil Sirey-Dalloz, 1948.

2 Le rôle de l'économiste John Maynard Keynes

Économiste renommé, John Maynard Keynes* (1883-1946) représente le gouvernement britannique à Bretton Woods.

Il propose la création d'une banque supranationale émettant une monnaie fictive, le bancor, mais les États-Unis, dont la délégation est conduite (à sa gauche) par Henry Morgenthau, secrétaire d'État au Trésor, imposent le retour au Gold Exchange Standard. Pierre Mendès France (à droite) est membre de la délégation française.



3 Le système monétaire international

Le système monétaire international (SMI) instauré à Bretton Woods, repose la parité fixe des monnaies par rapport au dollar, qui est convertible en or.

Doc. 3⁵ L'acte final de Bretton Woods : le rôle central du dollar p.377

Et

Doc. 5 p.375

Les accords de Bretton Woods, signés le 22 juillet 1944, rétablissent la stabilité des changes, garantie par le Fonds monétaire international (FMI) nouvellement créé, et font du dollar, seule monnaie convertible en or (étalon de change or ou Gold Exchange Standard), le pivot du système monétaire.*

« Article 4 : Parité des monnaies

Section 1 :

a. La parité de la monnaie de chaque État sera exprimée en or pris comme commun dénominateur, ou en dollar des États-Unis, du poids et du titre en vigueur au 1^{er} juillet 1944.

b. Tous calculs relatifs aux monnaies des États membres en vue de l'application des dispositions du présent accord seront opérés sur la base de la parité. [...]

Section 5 :

b. une modification de la parité de la monnaie d'un membre ne pourra être faite que sur la proposition de l'État membre intéressé et seulement après consultation du Fonds [FMI]. [...]

Article 8 : Obligations générales des membres

Section 3 :

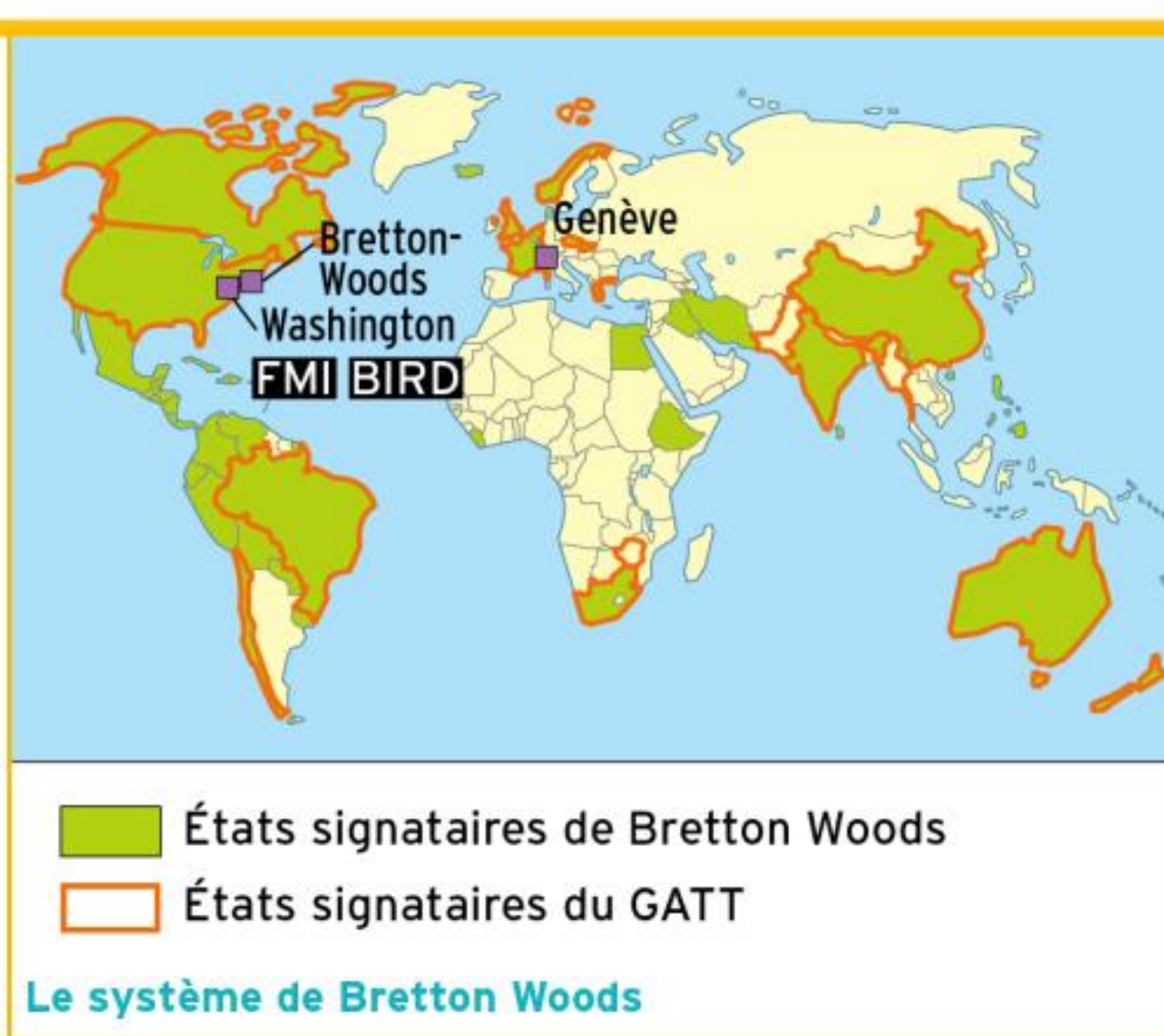
Éviter les pratiques discriminatoires monétaires. Aucun membre ne pourra être partie à des arrangements monétaires discriminatoires, ou recourir à des pratiques monétaires multiples, sauf autorisation prévue dans le présent Accord ou autorisation avec le Fonds.»

1. L'héritage du « système » de Bretton Woods

- ◆ Grandes conférences internationales
- ▲ Sièges des organismes financiers internationaux



Carte p. 373 : La localisation de la conférence de Bretton Woods, et du siège des deux institutions économiques internationales qui y sont créés, le FMI et la BIRD, à Washington, démontrent le leadership américain sur la gouvernance économique mondiale au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale.



p.374 : 44 pays signent l'acte final de Bretton Woods, mais dans le contexte de la guerre froide et des décolonisations qui s'installe à partir de 1947, ce système ne concerne qu'une partie du monde.

5 L'appel à un « nouvel ordre économique mondial »

À l'issue de la première session de la CNUCED, à Genève, 75 pays en développement rédigent une déclaration conjointe. En 1967, au nombre de 77, ils se dotent d'une structure institutionnelle permanente et de représentants auprès des organisations internationales.

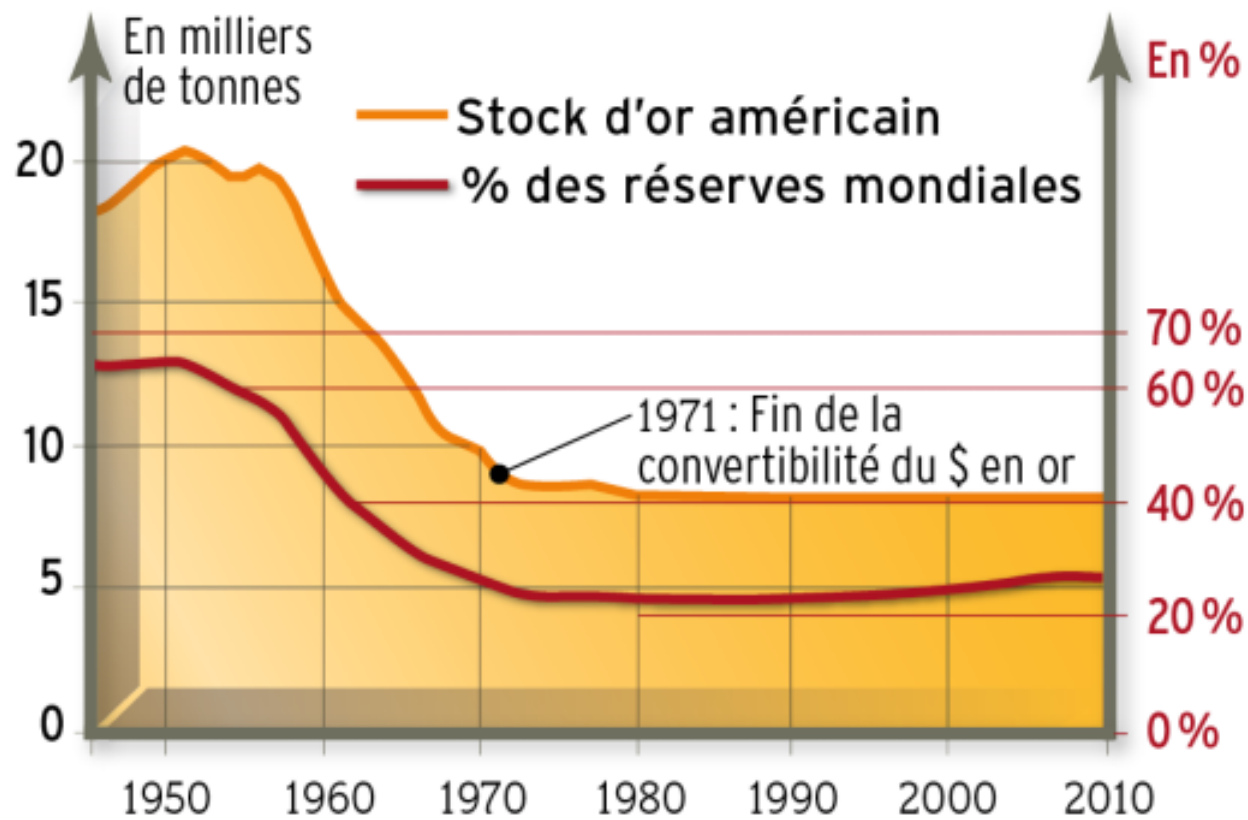
«Les pays en développement [...] reconnaissent l'avancée conséquente que représente la CNUCED pour la création d'un nouvel ordre économique mondial. Ils considèrent cette conférence comme le fruit d'efforts soutenus [...], qui ont aidé à renforcer l'unité des 75, et comme un événement de portée historique.

Les prémisses fondamentales de ce nouvel ordre mondial [...] impliquent une nouvelle organisation du travail orientée vers l'accélération de l'industrialisation des pays en développement. Les efforts fournis par les pays développés pour élever le niveau de vie de leurs peuples, qui sont réalisés dans un contexte difficile, devraient être doublés et renforcés par une action internationale constructive. Une telle action devrait établir un nouveau cadre pour le commerce international, plus en rapport avec les besoins d'un développement accéléré.

Les pays en développement ont l'espoir que les délibérations de cette conférence aideront les gouvernements des pays développés comme des pays non développés à mener des politiques davantage conscientes des besoins des pays développés.»

Déclaration conjointe des 75 pays en développement, Genève, 15 juin 1964.

L'efficacité du système de Bretton Woods est en outre contestée par les pays du **Tiers-monde** au sein de la **CNUCED (p.376) (Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement)** : mécanisme intergouvernemental permanent créé en 1964 par l'ONU pour aider les pays en développement à s'intégrer de façon équitable dans l'économie mondiale. Ces pays créent également le G77, le groupe des 77, et réclament l'instauration d'un « **nouvel ordre économique mondial** » qui soit plus favorable à leurs intérêts : doc. 5 p.377.



1 1971 : la fin du « dollar étalon »

Stock d'or aux États-Unis entre 1950 et 2010.

Le 15 août 1971, en pleine pause estivale, le président américain Richard Nixon met fin à la convertibilité du dollar en or.

1. Qu'est-ce qui a poussé les États-Unis à prendre cette décision ?

Doc. 1 p.378 :

Qu'est-ce qui pousse les États-Unis à mettre fin à la convertibilité du dollar en or en 1971, d'après les données de ce document statistique ?

Si en 1944 les États-Unis disposaient de presque 20 000 tonnes d'or, soit 60% des réserves d'or mondiales, en 1971 ils ne disposent plus que de 9 000 tonnes, soit à peine 20% des réserves d'or mondiales

→ leurs réserves ne permettent plus de garantir la convertibilité du dollar en or.



Doc. 3 p.379 : Au moment où le système de Bretton Woods s'effondre, la « **diplomatie de club** » (ou « **diplomatie de connivence** », **Bertrand Badie, professeur de relations internationales à Sciences Po**) est née = expression qui désigne le fait que les plus grands semblent s'entendre en cercle fermé entre eux sur des grandes décisions d'échelle mondiale, dans un système de nature **oligarchique**.

M Livres

CULTURE

LIVRES

Bande dessinée

Apprendre à philosopher

Citations

"La Diplomatie de connivence", de Bertrand Badie : dépasser l'oligarchie diplomatique

L'auteur signe ici en [théoricien des relations internationales](#) son ouvrage le plus abouti sur l'évolution du système mondial depuis la fin de la guerre froide, sans perdre de vue le fil rouge qui le gouverne : l'existence d'un club oligarchique.

LE MONDE | 26.04.2011 à 16h31 • Mis à jour le 26.04.2011 à 16h31 |

Par Gaïdz Minassian

3 Une « diplomatie de club »

Le G8 : Ronald Reagan, Yashuro Nakasone, Jacques Delors, Margaret Thatcher, Helmut Kohl, François Mitterrand, Brian Mulroney, Bettino Craxi, Bonn, mai 1975. À partir du sommet de Rambouillet, en 1975, les chefs d'État des grandes puissances économiques de la planète se réunissent régulièrement et s'apparente à un directoire des pays riches : on parle de « diplomatie

2 La critique des politiques keynésiennes

L'économiste libéral Jacques Rueff, qui dénonce depuis 1947 les risques de dérive inflationniste induits par le système monétaire international, évoque, en 1976, les conséquences des transformations du système monétaire.

« La politique de plein-emploi a d'abord été pratiquée systématiquement par l'organisation de grands travaux, puis par l'acceptation et la création volontaire de déficits budgétaires. [...] Le dérèglement du système monétaire international, dû à la pratique généralisée de l'étalon de change or, a engendré, dans tout l'Occident, des balances dollar génératrices d'inflation. Cette inflation est restée modérée jusqu'au 17 mars 1968 parce qu'elle s'étanchait par l'absorption des réserves d'or et de devises du pool de l'or — essentiellement celles des États-Unis — mais lorsque, à cette date, le dollar est devenu en fait inconvertible, avant de le devenir en droit temporairement le 15 août 1971, le processus inflationniste s'est spontanément accéléré pour devenir, le 15 mars 1973, galopant. [...] Le chômage est apparu et s'est généralisé dans tout l'Occident. [...] À pareille crise, les gouvernements ont réagi en appliquant partout des politiques keynésiennes, dites de « relance ». [...] Elles avaient presque toujours pour effet, sous prétexte de sauvegarder le pouvoir d'achat et de défendre les niveaux de vie, de créer du chômage. C'est ainsi que l'on est entré dans une ère où l'effet keynésien, bien loin de jouer, s'est trouvé inversé. »

Jacques Rueff, « Les voies du retour au plein-emploi »,
Le Monde, 21 février 1976.

Doc. 2 p.379 :

1- A quelle théorie économique font référence les 4 premières lignes du texte ?

Au **keynésianisme** et au principe de l'**Etat-Providence**, appliqués aux États-Unis dès les années 1930, et dans les pays d'Europe occidentale après la Seconde Guerre Mondiale.

2- Expliquez le fonctionnement du « système monétaire international » (l.4-5) auxquelles font références les lignes 4 à 14. Voir I-B-2- du cours et doc. 3 p.377

3- D'après l'auteur, quelles ont été les conséquences de ce système économique mondial ?

- l'inflation, devenue « galopante » le 15 mars 1973 qui mène à une très forte dévaluation du dollar
- le chômage

4- A l'aide de la biographie de Jacques Rueff (p.399), expliquez à quelle théorie économique il s'oppose dans ce texte, et quel courant de pensée économique défini p.404 il soutient.

Opposé aux idées de Keynes, Jacques Rueff soutient le **néolibéralisme (p.404)** : courant de pensée économique qui dénonce le développement jugé excessif de l'**Etat-providence** et l'accroissement des interventions publiques dans les économies.



A la fin des années 1970 et dans les années 1980, les théories économiques **néolibérales** de **Milton Friedman** (*biographie p.387*) séduisent les nouveaux dirigeants des Etats-Unis, **Ronald Reagan** (1981-1989, *biographie p. 398*) et du Royaume-Uni, **Margaret Thatcher** (1979-1990, *biographie p.400*).

Années 1980 : le libéralisme de Reagan et Thatcher

Doc. 2 p.372 : A la fin des années 1980, l'idée que seuls les Etats-nations sont capables de gérer l'économie mondiale n'est plus d'actualité, mais il n'est pas non plus possible de les écarter des grandes décisions. C'est notamment ce que démontre le **forum de Davos** qui réunit différents types d'acteurs de la gouvernance économique mondiale.



2 Davos, rendez-vous des dirigeants économiques et politiques

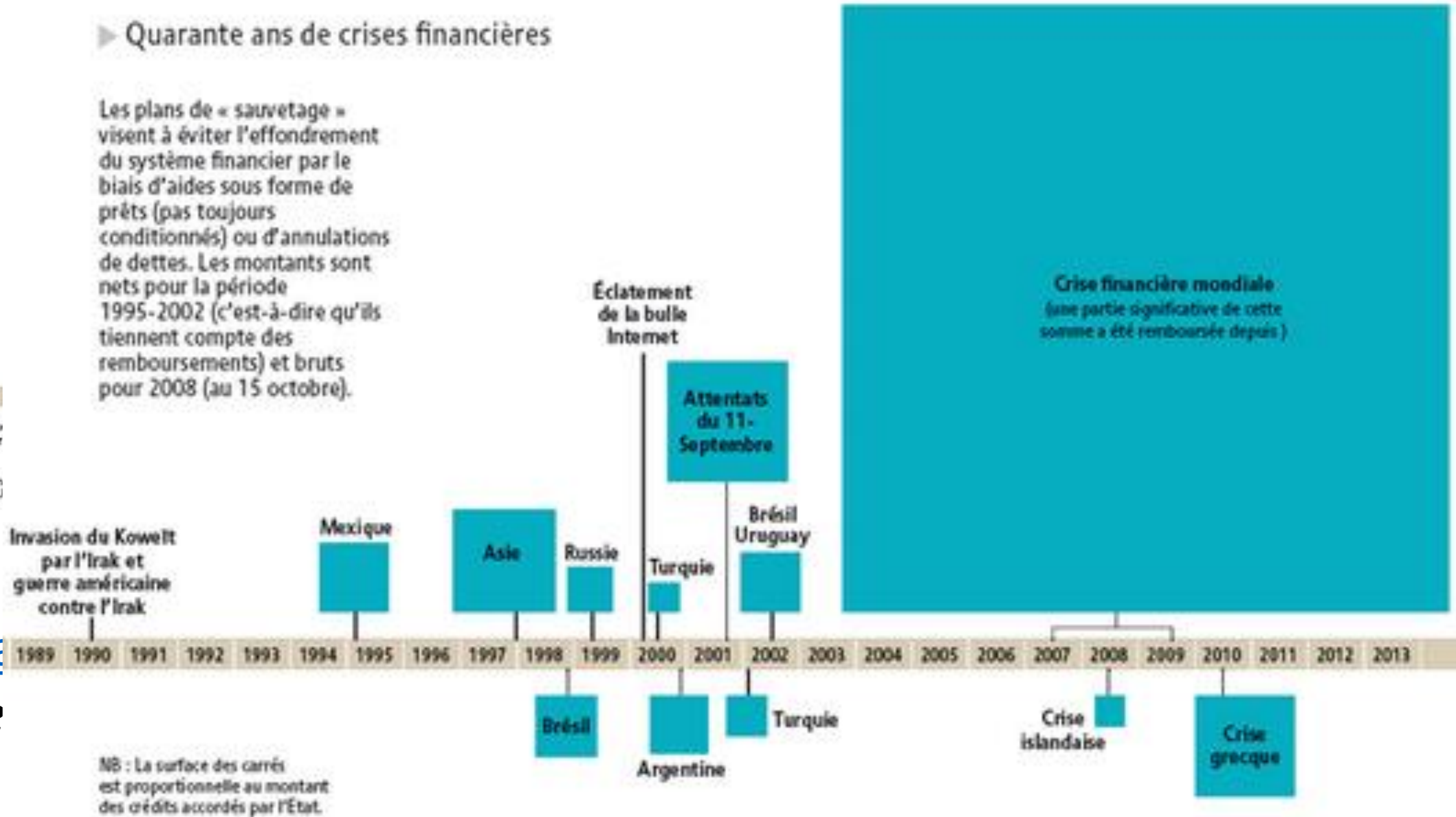
Les responsables du FMI (Christine Lagarde au centre) au forum de Davos (Suisse), janvier 2012. Fondé en 1971 par un professeur d'économie suisse, le forum annuel de Davos est, depuis 1987, un forum économique mondial qui réunit des dirigeants d'entreprises et des responsables politiques du monde entier pour débattre des enjeux contemporains.

► Quarante ans de crises financières

Les plans de « sauvetage » visent à éviter l'effondrement du système financier par le biais d'aides sous forme de prêts (pas toujours conditionnés) ou d'annulations de dettes. Les montants sont nets pour la période 1995-2002 (c'est-à-dire qu'ils tiennent compte des remboursements) et bruts pour 2008 (au 15 octobre).

Fin de la convertibilité du dollar en or
1971 1972 1973
Premier choc pétrolier

Sources : Fonds monétaire international
report on foreign holdings of U



Source
[diploma](#)
Histoire
2010, p

La crise financière de 2008

En 2008, la faillite de la banque *Lehmann Brothers* et le « vendredi noir » du 10 octobre 2008 marquent le déclenchement de la plus grave crise économique et financière que le monde a connue depuis les accords de Bretton Woods. Crise globale, elle reflète les enjeux liés à la globalisation des économies et expose la réalité et les limites de la gouvernance économique mondiale. L'idée d'une gouvernance mondiale indépendante est en effet au cœur des questions que pose la crise.

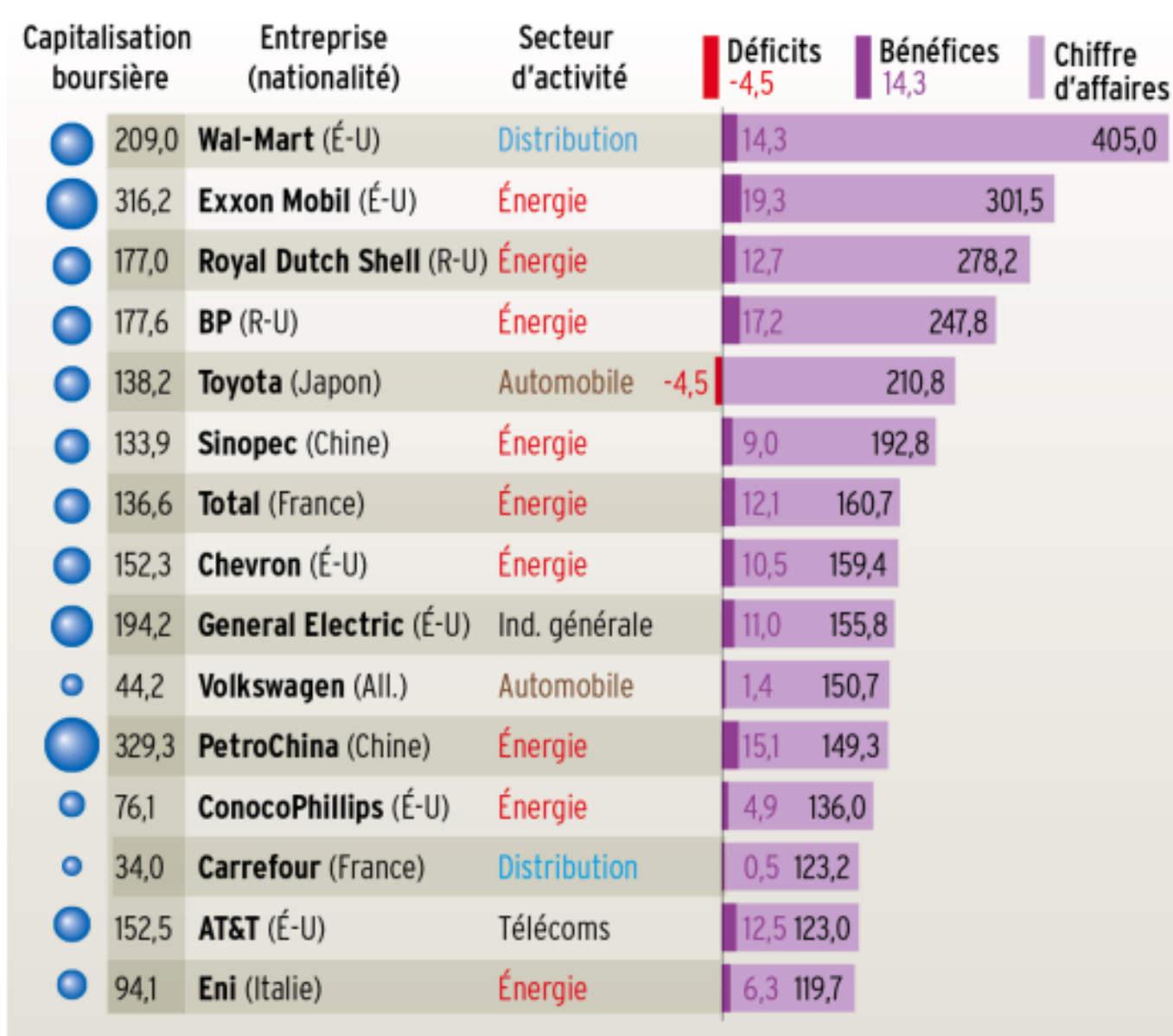
Dossier pp. 384-385



4 De la crise bancaire au krach boursier

Stephff, dessin paru dans *The Nation Opinion* (Bangkok), 30 septembre 2008.

Fragilisé par la crise des « subprime », le système bancaire américain entre en crise à l'été 2008. Le 15 septembre, la 4^e banque d'affaires américaines, Lehman Brothers, se déclare en faillite, et la 3^e, Merrill Lynch, est rachetée par Bank of America. La crise bancaire s'étend ensuite à l'Europe et entraîne un krach boursier.



Doc. 4 p.379 : Le poids économique rend le rôle des FTN de plus en plus important et puissant dans la gouvernance économique mondiale.

Il reflète également la domination des puissances traditionnelles dans l'économie mondiale, ici pour l'année 2010 :

- Etats-Unis (Wal-Mart, Exxon Mobil)
- Royaume-Uni (BP – British Petroleum)
- Japon (Toyota)
- France (Total, Carrefour), Allemagne (Volkswagen), Italie (ENI)

Seule la Chine représente les pays émergents (Sinopec et Petrochina).

On remarque également que les FTN les plus puissantes exploitent des énergies fossiles, ce qui rend d'autant plus complexe la mise en place d'une gouvernance mondiale en matière d'environnement, qui serait contraire aux intérêts de ces FTN spécialisées dans l'énergie.

4 Le poids des firmes transnationales

Situation au 31 mars 2010 (classement des 15 premières firmes cotées en bourse selon le chiffre d'affaires, hors secteurs bancaire et financier) en milliards de dollars.



● Classement des principales places financières
1- États-Unis (Nyse Euronext US)
2- Japon (Tokyo Stock Exchange Group)
3- États-Unis (Nasdaq OMX US)
4- Paris, Amsterdam, Bruxelles, Lisbonne (Nyse Euronext Europe)
5- Royaume-Uni (London Stock Exchange)
6- Chine (Shanghai Stock Exchange)
7- Chine (Hong Kong Stock Exchange)

Nombre de FMN par pays
100
50
20

Les lieux du pouvoir économique

1. L'héritage du « système » de Bretton Woods
● Grandes conférences internationales
▲ Sièges des organismes financiers internationaux

2. Les nouvelles instances de gouvernance
■ Pays-membres de l'OMC
◆ Conférences ministérielles de l'OMC et date
□ Pays-membres du G8
■ Pays-membres du G20
UE Organisations régionales

3. Le poids des marchés et des firmes
● Principales places financières
⊙ Principaux fonds souverains
■ Nombre de FMN (firmes multinationales) parmi les 500 premières
○ Principales agences de notation

4. L'affirmation de l'altermondialisme
× Manifestations lors des sommets du G8 depuis 1996
★ Forums sociaux mondiaux

Carte
pp.372-373 : la
plupart des
organisations
régionales se
développent à
partir des
années 1990
pour créer une
gouvernance
économique
régionale à
l'échelle
internationale.

4

La crise asiatique: un exemple d'intervention

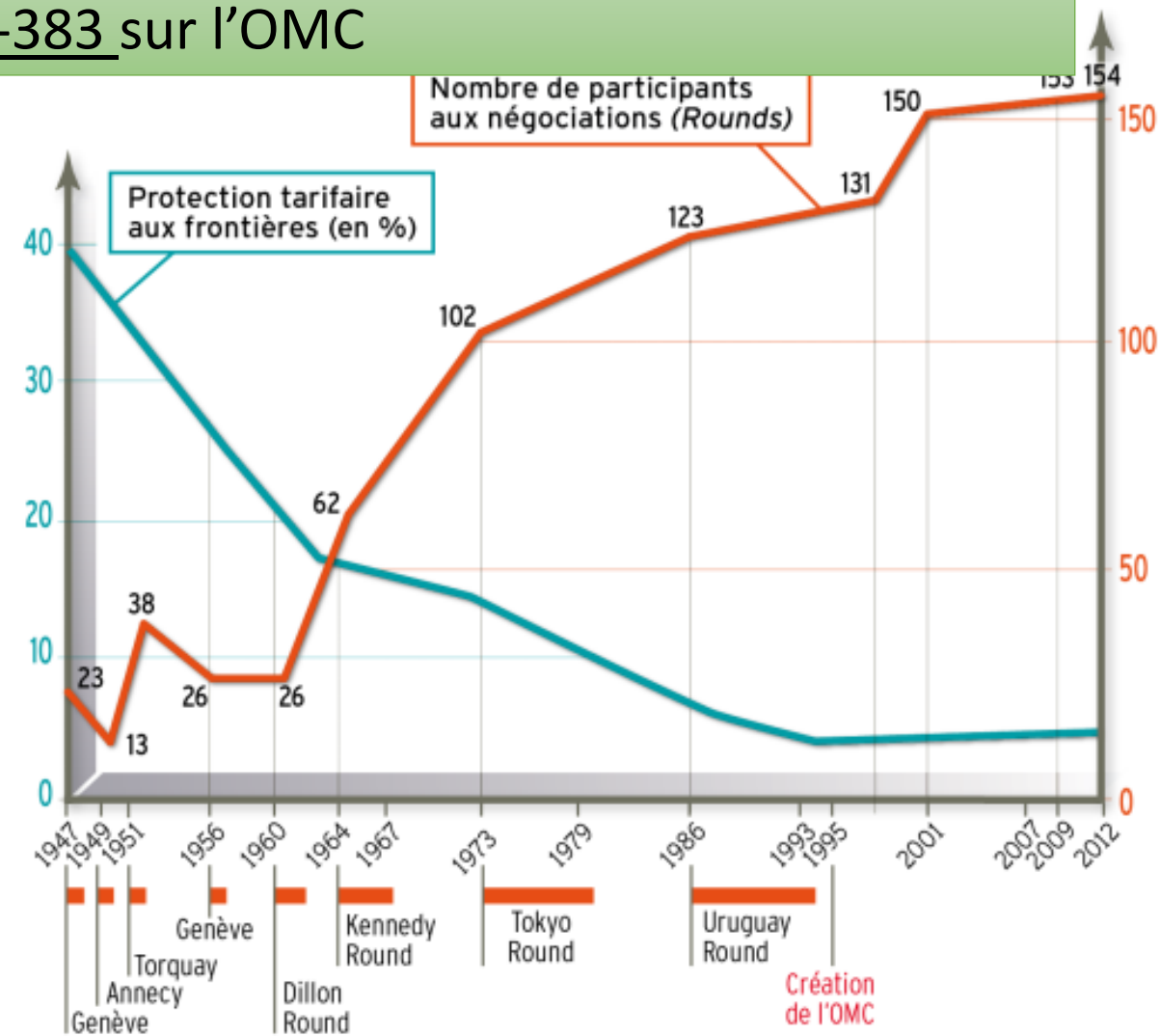
Suharto, président indonésien, et Michel Camdessus, directeur général du FMI, 15 janvier 1998, à Jakarta.

En 1997, l'Asie est touchée par une crise financière qui conduit l'Indonésie, très endettée, à faire appel au FMI et à la Banque mondiale et à accepter un plan d'ajustement structurel drastique.

Doc. 4 p.381 : étude critique d'une photographie.

- Qui sont les deux personnes photographiées ?
 - Dans quelle posture se trouve chacune ?
- Quelle relation entre ces deux personnes et les instances qu'elles représentent donne la photographie ?





1995

1999

2001

2011

Création de l'OMC

Échec du sommet de Seattle

Entrée de la Chine

Entrée de la Russie

2 Les progrès du libre-échange

L'évolution du commerce mondial du GATT à l'OMC.

D'après l'atelier de cartographie de Sciences Po

Depuis la fin du bloc soviétique et l'ouverture de la Chine, peu de pays refusent la liberté de commerce que l'OMC veut développer. Les droits de douane ont fortement reculé et les échanges continuent d'augmenter plus rapidement que la production, sauf en période de crise.

4 L'OMC intervient entre l'UE et les États-Unis

Boeing (entreprise américaine) et Airbus (compagnie européenne) sont des concurrents directs sur le marché international des avions civils et militaires. Boeing et Airbus font intervenir l'OMC qui tranche une première fois en 2010.

« La longue bataille entre les avionneurs Boeing et Airbus a tourné, mercredi 30 juin, à l'avantage des Américains. Ces derniers avaient déposé plainte, en 2004, auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre l'Union européenne, accusée d'avoir versé des subventions à Airbus.

L'OMC a jugé illégales certaines de ces aides. Dans un communiqué d'un millier de pages rendu public, **le gendarme du commerce mondial** estime que certaines aides européennes "constituent des subventions à l'exportation", interdites par l'OMC et appelle Bruxelles à y mettre un terme "sans attendre". "Ces subventions ont fortement porté préjudice aux États-Unis et ont fait perdre du chiffre d'affaires et des parts de marché à Boeing", a déclaré le représentant au commerce américain, Ron Kirk, dans un communiqué.

L'OMC estime notamment que les aides britanniques, allemandes et espagnoles à Airbus pour l'A380, son très gros porteur de 525 places, équivalent à des subventions illégales à l'exportation et doivent être corrigées d'ici à 90 jours. [...] La lutte que se livrent depuis 40 ans Washington et Bruxelles au nom de leurs champions est loin d'être terminée. Chacun a les yeux rivés sur le jugement préliminaire que l'OMC doit rendre le 16 juillet concernant le deuxième volet de cette guerre, les aides américaines à son constructeur aéronautique. »

« L'OMC juge illégales certaines aides de l'UE à Airbus »,
Le Monde.fr, AFP, AP et Reuters, 30 juin 2010.

Doc. 4 p.383 : dans cet article du *Monde* qui relate le rôle de l'OMC dans le différend qui oppose Boeing (entreprise américaine) et Airbus (compagnie européenne), l'expression « *gendarme du commerce mondial* » est utilisée.

Cet exemple démontre que la création de l'OMC et de son organe de règlement des différends symbolise l'affirmation d'un pouvoir arbitral opposable aux États les plus puissants, dont les décisions sont régies par des principes spécialisés de droit international.

5 La crise grecque

« Troïka, Merkel, dehors », manifestation contre l'adoption par le parlement grec d'un plan d'austérité, 12 février 2012.

À partir de 2009, certains États européens se trouvent confrontés à l'accroissement de leur dette publique souveraine. À la différence de l'Islande, la Grèce accepte le plan de redressement drastique qui lui est présenté par la « troïka » (FMI, UE, BCE).

Doc. 5 p.385

Si la Grèce accepte en 2009 le plan d'ajustement structurel, la contestation contre celui-ci et les acteurs qui l'ont imposé est forte.





Doc. 3 p.383 et doc. 5 p.381

3 Sommet de Seattle et manifestations contre l'OMC

La police essaie d'écarter des manifestants bloquant l'entrée de l'hôtel Sheraton où se tiennent des négociations de l'OMC, Seattle, 30 novembre 1999.

Organisé pour ouvrir un nouveau cycle de négociations, le « Millenium Round », ce sommet est marqué par les manifestations pacifiques de dizaines de milliers de militants qui organisent un contre-sommet, et les manifestations violentes de quelques centaines de militants radicaux. Fortement médiatisées, ces manifestations aboutissent à l'interruption des négociations.

6 Une action contestée

Manifestation contre le FMI, Lisbonne, 1^{er} mai 2011.

On lit notamment: « FMI, hors d'ici », « Précaires rebelles ».

Au printemps 2011, plusieurs dizaines de milliers de Portugais manifestent à Lisbonne contre la rigueur et contre le FMI. Ces manifestations servent d'exemple au mouvement des « indignés » qui se développe au même moment en Espagne.

a. La gouvernance en question

Couverture

du magazine *L'Express*,
2 février 2012

Dans le livre
Circus politicus, publié
en février 2012, deux
journalistes dénoncent
le « putsch
démocratique » d'une
« superclasse » de
banquiers et
de membres
de clubs d'influence
qui orientent
la décision publique.



b. Le mouvement « Occupons Wall Street »

Membres du syndicat américain de l'automobile (United Auto Workers, UAW) rejoignant la manifestation d'« Occupy Wall Street », 5 octobre 2011.

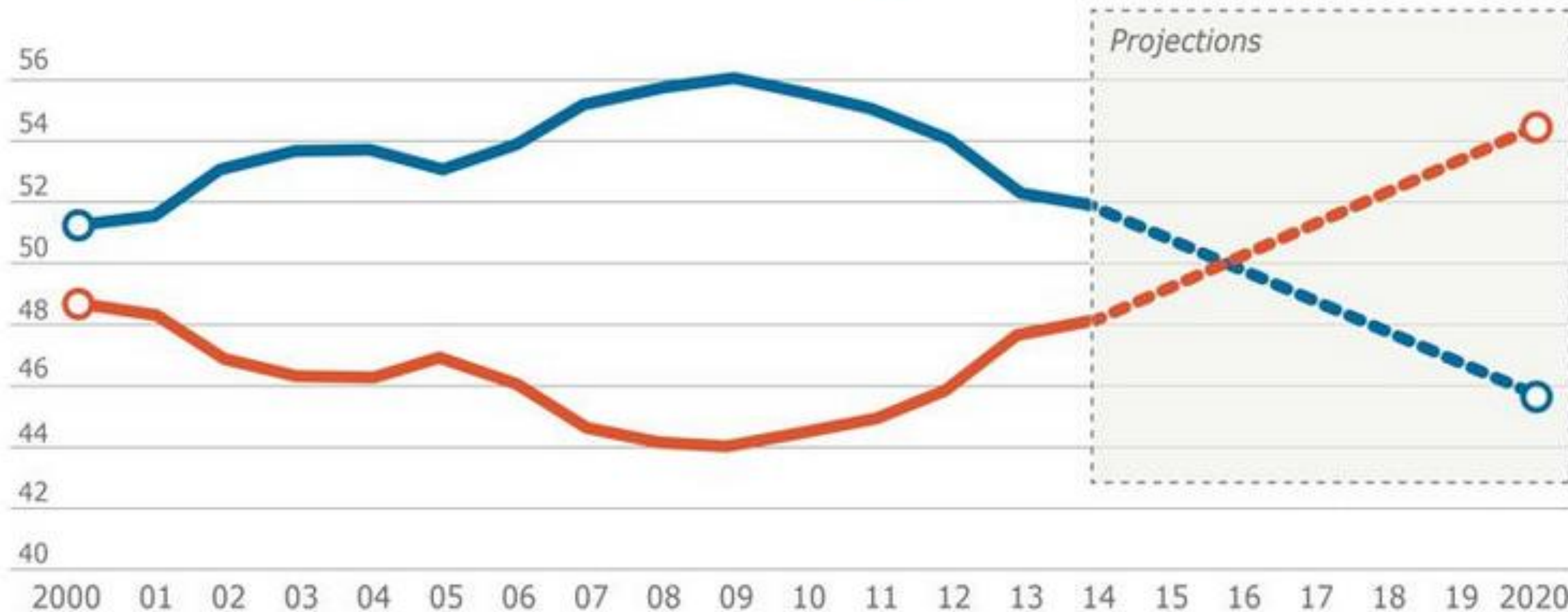
Créé le 17 septembre 2011, le mouvement de contestation « Occupy Wall Street », dénonce l'influence de la finance sur le pouvoir politique, et proteste contre le sauvetage des banques avec des fonds publics. Son slogan « Nous sommes les 99% » dénonce l'accroissement des inégalités.

En 2016, les 1 % les plus riches posséderont plus que les 99 % restants

PART DES RICHESSES MONDIALES, répartition en %

1 % « les plus riches »

99 % « restants »



Source : Oxfam

19/01/2014

Infographie **LE FIGARO**

Les expressions artistiques de l'altermondialisme

La chanteuse Keny Arkana :

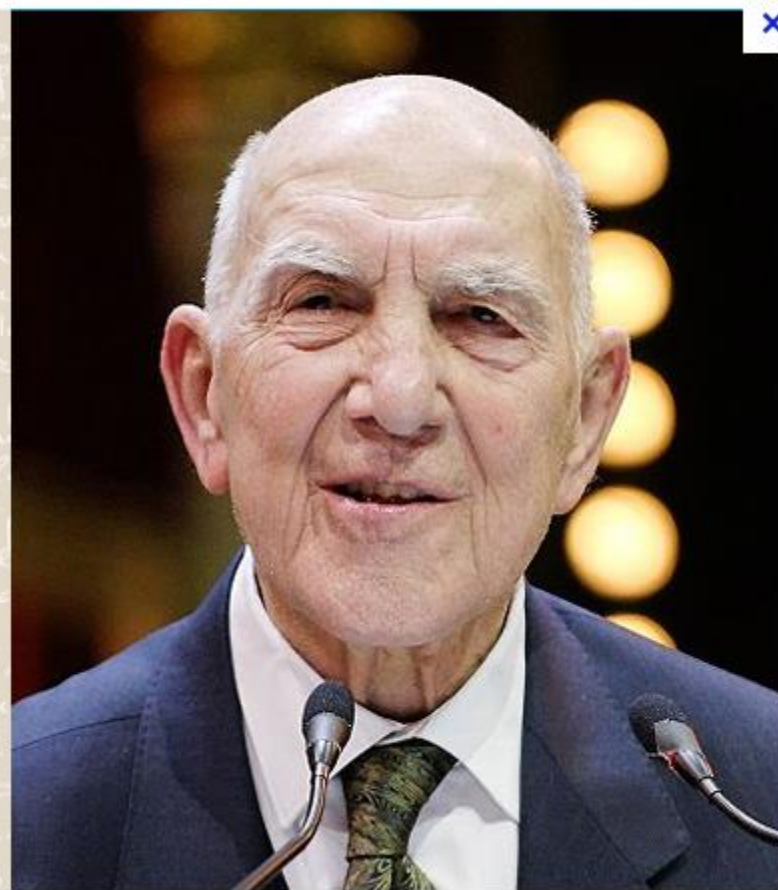
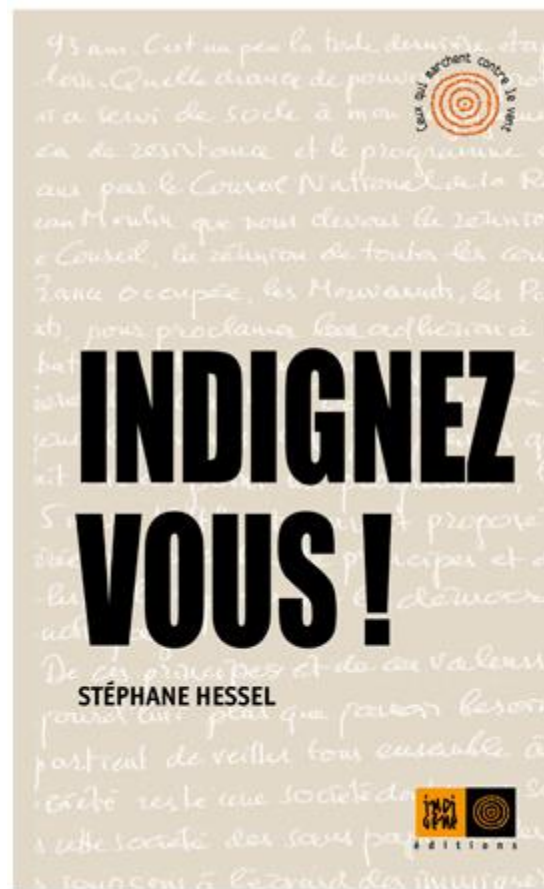
- « *Ordre mondial* »
<https://www.youtube.com/watch?v=aKKJBmsMKBo>
- « *Indignados* » :
<https://www.youtube.com/watch?v=XtDze8QgzDw>

Hommage du chanteur HK & les Saltimbanks à Stéphane Hessel

<https://www.youtube.com/watch?v=dtYkKh5Y944>

Le film « *Indignados* » de Tony Gatlif

<https://www.youtube.com/watch?v=QvAxTelIIIw>



Le livre de Stéphane Hessel *Indignez-vous !*, 2010

Le site à retenir pour réviser histoire et géographie en musique :

<http://lhistgeobox.blogspot.fr/2008/09/le-programme-dhistoire-de-terminale-en.html>

Les trois diapositives suivantes sont issues du cours de géographie sur « La mondialisation en fonctionnement » et portent sur le mouvement altermondialiste. Les pages renvoient donc au manuel de géographie et non d'histoire.

1972	Rapport Meadow « Halte à la croissance »
1984	Premier contre-sommet (<i>The Other Economic Summit</i>) en marge du G7 de Londres
1989	Film <i>Roger et moi</i> (M. Moore)
1992	Premier sommet de la Terre au Brésil
1997	Campagne internationale de dénonciation contre les pratiques illégales de Nike
1998	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'Attac en France • Élection d'H. Chávez à la présidence du Venezuela • A. Sen Prix Nobel d'économie
1999	Échec du sommet de l'OMC suite à des manifestations de syndicats et d'ONG et aux revendications des dirigeants de pays du Sud
2001	<ul style="list-style-type: none"> • J. Stiglitz Prix Nobel d'économie • Premier forum social mondial au Brésil
2004	Film <i>Fahrenheit 9/11</i> (M. Moore) Palme d'or à Cannes
2005	Film <i>Le Cauchemar de Darwin</i> (H. Sauper)
2006	<ul style="list-style-type: none"> • Film <i>Bamako</i> (A. Sissako) • Forum social mondial « polycentrique » en Inde, au Venezuela et au Mali

Consignes : à partir du doc. 1 p.189, remplir un tableau en 3 colonnes, qui détermine :

Qui ? Qui sont les acteurs de l'altermondialisme ?	Comment ? Quels sont les modes d'actions des altermondialistes, comment échangent-ils et diffusent-ils leurs idées ?	Où et Quand ? Dans quels lieux, à quelles occasions se rencontrent les altermondialistes ?

Une contestation de la mondialisation libérale

Une recherche d'alternatives à la mondialisation libérale

Dans le domaine politique

- Contre l'absence de démocratie au sein des grands organismes internationaux, qui sont aux mains des États-Unis
- Pour une **gouvernance** mondiale (régulation économique et sociale)
- Pour la création d'une opinion publique mondiale, contre-pouvoir aux pouvoirs publics

Dans le domaine économique

- Contre la **financiarisation** de l'économie
- Contre la domination des FTN sur les sociétés et les gouvernements
- Contre la **marchandisation** des **biens communs mondiaux**
- Pour l'encadrement, voire le contrôle des marchés
- Pour la création d'un code de bonne conduite, notamment dans le domaine du travail

Dans le domaine social

- Contre l'accroissement des inégalités sociales à toutes les échelles, au Nord comme au Sud
- Pour un développement fondé sur des valeurs de justice et de solidarité (**taxe Tobin**)
- Pour la réduction, voire l'annulation, de la dette des pays les plus pauvres

Dans le domaine environnemental

- Contre la dégradation de l'environnement (réchauffement climatique, pollution, risques sanitaires)
- Pour le respect de l'environnement dans le cadre du **développement durable**
- Pour la protection de la faune et de la flore, l'interdiction des **OGM** et du nucléaire

Le doc. 4 p.189 permet de répondre aux questions

- « Quoi ? » et
- « Pourquoi ? » de l'altermondialisme.

Manifestation lors du forum social mondial de Dakar (Sénégal) en 2011.

Le forum social mondial est un espace de réflexion et de débats sur les alternatives possibles à la mondialisation libérale. Longtemps organisé à Porto Alegre au Brésil, il se délocalise depuis 2005 vers d'autres continents comme l'Afrique afin de donner la parole à ceux qui souffrent de la pauvreté et non à ceux qui la théorisent. Parmi les participants, des collectifs qui se mobilisent contre le durcissement du contrôle des frontières, un phénomène lié à la mondialisation. Ce FSM de Dakar était aussi axé sur le développement durable.



[1.1 Le forum de Porto Alegre en 2001](#)

[1.2 Le forum de Porto Alegre en 2002](#)

[1.3 Le forum de Porto Alegre en 2003](#)

[1.4 Le forum de Mumbai en 2004](#)

[1.5 Le forum de Porto Alegre en 2005](#)

[1.6 Le forum polycentrique de 2006](#)

[1.7 Le forum de Nairobi en 2007](#)

[1.8 Le forum de Belém en 2009](#)

[1.9 Le forum de Dakar en 2011](#)

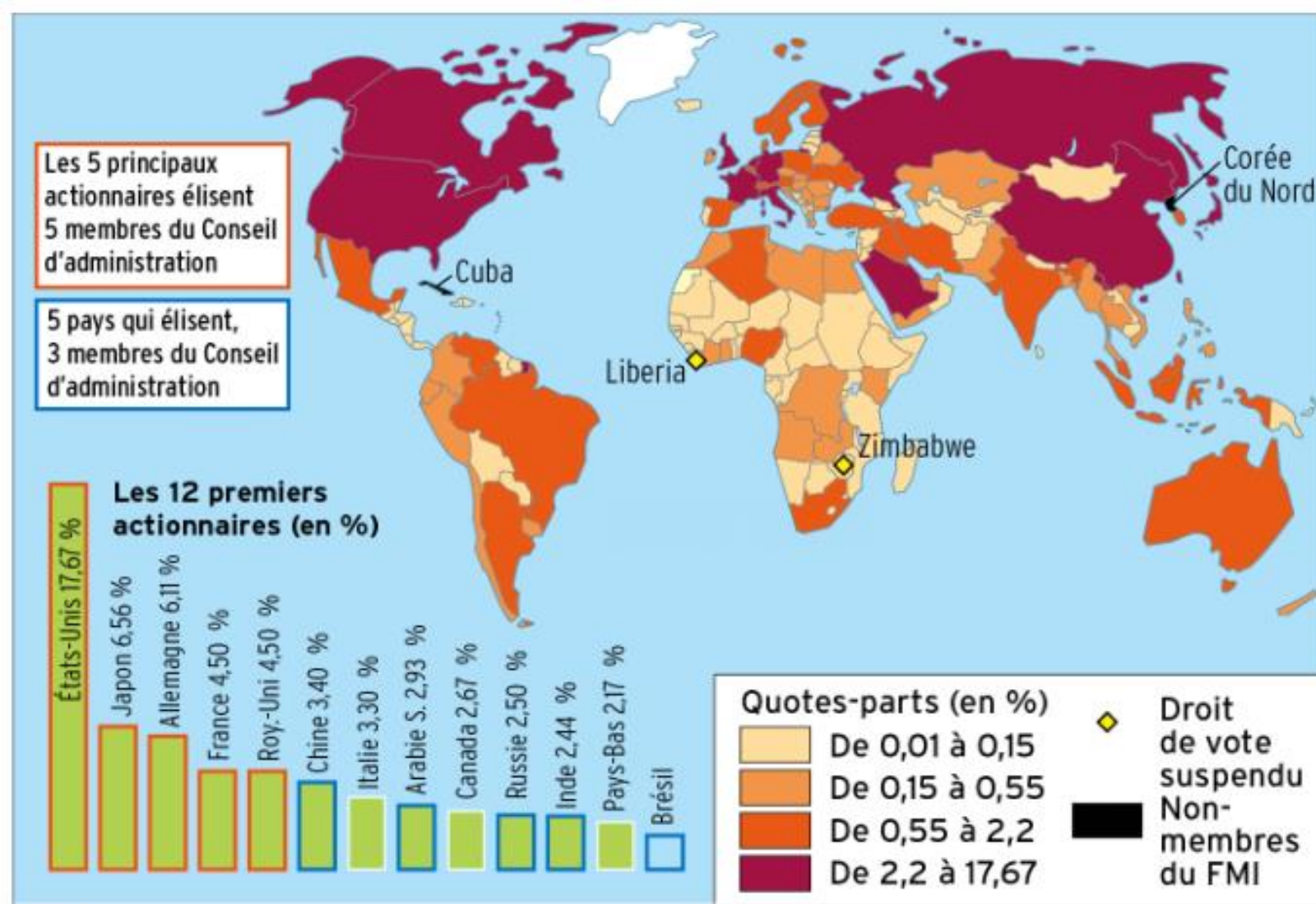
[1.10 Le forum de Tunis en 2013](#)

[1.11 Le forum de Tunis en 2015](#)

[1.12 Le forum de Montréal en 2016](#)



Carte
pp.372-
373 :
 Les pays
 membre
 du G20
 sont
 figurés par
 un
 encadré
 bleu clair
 autour de
 leurs
 noms,
 écrits en
 blanc.



Doc. 3 p.380 : la réforme du FMI prévue en 2010 établit que la Chine deviendrait le 3e membre le plus influent du FMI, derrière les États-Unis et le Japon, mais devant l'Allemagne, la France, le Royaume Uni et l'Italie. Et les trois autres BRIC, donc l'Inde, la Russie, le Brésil, verraient leur quote-part également accrue.

Mais le Congrès des États-Unis n'a toujours pas ratifié cette réforme.

Or il faut 85% de taux d'approbation des membres du FMI et les États-Unis disposent de plus de 15%... ce qui bloque l'application de la réforme et le poids croissant accordé aux pays émergents.

3 Un poids inégal des membres du FMI

Le nombre de voix et le montant des prêts (Droits de tirages spéciaux, DTS) qu'un État peut obtenir dépend de sa contribution (quote-part), elle-même fonction de son poids économique. La réforme de 2010 accorde aux pays émergents 6% de quotas et 2 places supplémentaires au Conseil d'administration qui en compte 24.

Schéma de synthèse

Les évolutions de la gouvernance économique depuis 1944

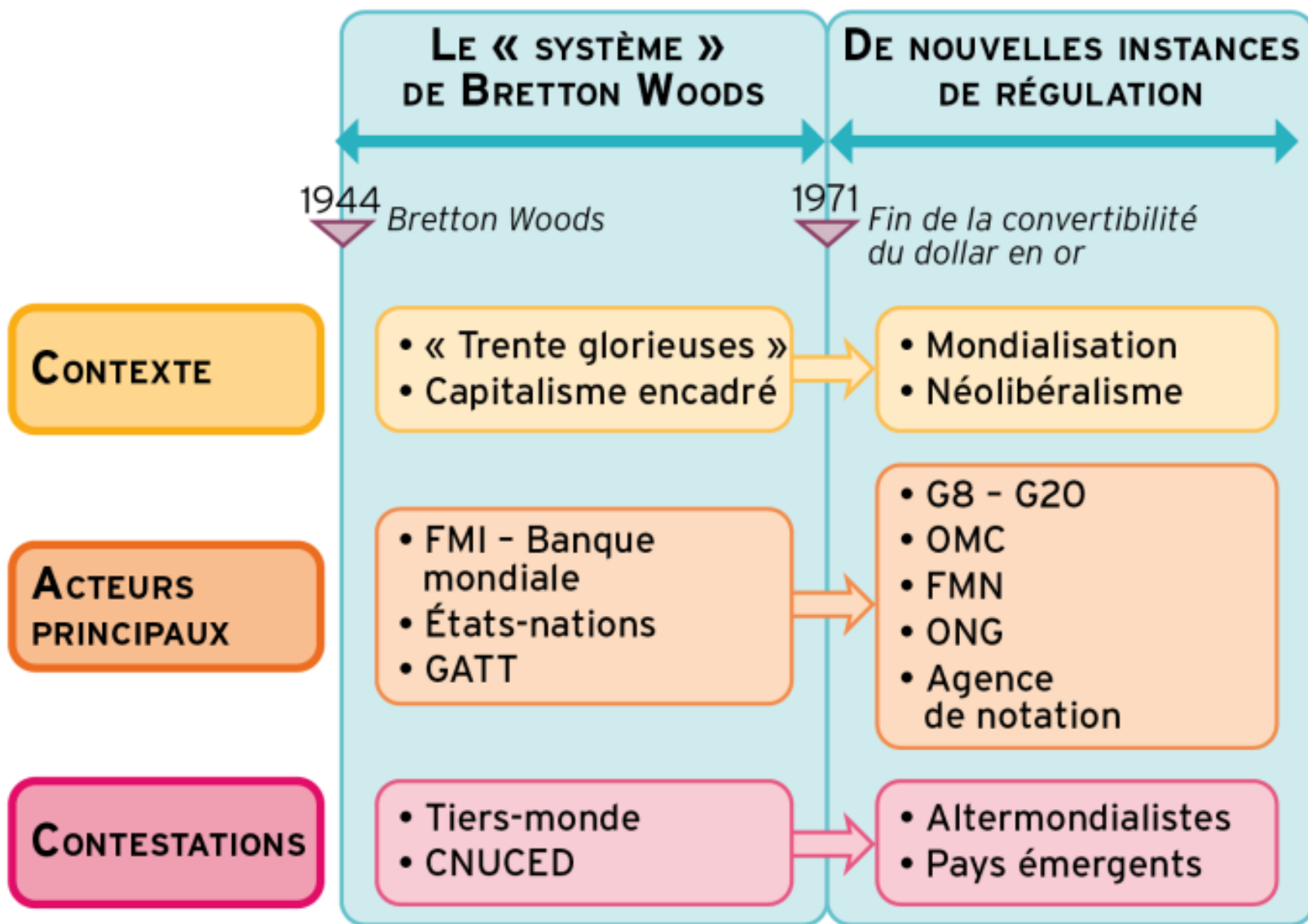


Schéma de synthèse p. 387 :
Attention ! Le plan en II parties du livre diffère du plan en III parties du cours, bien que les deux plans soient valables.

Chronologie p.371 : celle-ci permet de davantage mettre en évidence le tournant que constituent les années 1970 et 1980 entre l'ancien système de Bretton Woods et la mise au point progressive d'une nouvelle gouvernance économique mondiale.

